

Jérôme Jaffré : « Les adversaires de Marine Le Pen se préparent au scénario de 2002 »

FIGAROVOX/ENTRETIEN- Une semaine après la législative partielle dans le Doubs, le politologue analyse les stratégies des différents candidats à l'élection présidentielle.

LE FIGARO. - François Hollande est-il enfin entré dans son quinquennat?

JÉRÔME JAFFRÉ. -Jusqu'ici rien ne distinguait sa mandature. La dignité et la justesse dont il a fait preuve à la suite des attentats resteront la marque et l'honneur de son quinquennat. Souvenons-nous de la photo de François Mitterrand et Helmut Kohl main dans la main à Verdun. Elle rehausse le premier septennat du président socialiste. De la même façon, la photo de la manifestation du 11 janvier avec François Hollande et des chefs d'État venus du monde entier figurera dans les livres d'histoire.

Les résultats économiques se laissent pourtant attendre...

Certes et cela rend toujours très difficile pour lui de se représenter en 2017. Mais les thématiques se sont élargies. Jusqu'ici, l'économie et le déclinisme dominaient. Maintenant, les thèmes de société, de la cohésion du pays, la place de la France dans le monde, la lutte contre le terrorisme comptent dans l'opinion des Français.

Cependant, François Hollande est plus que jamais devant une difficulté: pour élargir son spectre, il doit s'afficher comme le président de tous les Français, pour mobiliser son électorat de premier tour, il doit redevenir le chef de la gauche, sinon il n'aura pas les moyens de se représenter. Mais déjà pour gagner au second tour, il s'est placé dans la perspective chiraquienne de 2002, celle de l'unité de la République face à l'extrême droite. Comme toujours, il est en recherche de synthèse entre ces deux objectifs.

Manuel Valls est plus populaire que lui...

Oui, mais le premier ministre est d'une certaine façon ligoté à Matignon. Hors renoncement de François Hollande, la hiérarchie politique lui impose de rester au second rang.

Faut-il voir l'annonce d'un séisme électoral dans les résultats de la partielle du Doubs?

Évitons deux écueils. Surinterpréter d'abord une élection partielle comme si c'était une élection générale. Cette circonscription n'est pas la France en miniature. Le second est d'exagérer la performance du Front national. Si l'on reprend les scores du FN aux législatives de 2012, il y a obtenu son 26e meilleur score de France sur les 539 circonscriptions. C'est

donc une circonscription qui lui est très favorable et pourtant le FN n'arrive toujours pas à faire élire sa candidate. En outre, dans cette circonscription, il fait moins bien que lors des européennes (35,1 % en 2014, 32,6 % cette fois-ci).

Ce qui reste frappant, toutefois, c'est sa progression notamment en zone rurale et chez les personnes âgées, ce qui concurrence directement la droite modérée. Et au second tour, il a enregistré une forte progression.

Le FN peut-il emporter des départements à la fin du mois de mars?

Habituellement aux élections cantonales le FN obtient sur toute la France deux ou trois élus. Il en aura nettement plus cette fois-ci et peut viser la conquête de plusieurs dizaines de sièges. Mais pour gagner des présidences de conseils départementaux, il lui faudrait gagner dans un même département la majorité absolue des cantons. Dans le cas contraire, un cordon sanitaire se formera pour l'empêcher d'accéder à la présidence, la gauche préférera toujours soutenir un sans étiquette voire un divers droite pour le contrer. Penchons-nous sur quelques «terres frontistes». Le département de l'Aisne compte depuis le redécoupage vingt-trois cantons. Il faudrait donc douze victoires FN pour emporter la majorité absolue.

Ce serait une performance inouïe! Le Gard est dans la même configuration. Le Vaucluse serait le département le plus favorable avec 17 cantons et donc 9 victoires nécessaires, mais sur place il doit affronter la Ligue du Sud de Bompard. Autant, le Front national peut espérer à la faveur de triangulaires et d'un scrutin global gagner à la fin de l'année des présidences de régions, autant le scrutin éclaté des départementales lui rend très difficile la conquête de présidences de départements.

Faut-il des consignes de vote?

Les électeurs veulent être libres de leur choix - c'est bien le moins -, mais les dirigeants de grands partis doivent prendre position quand leur candidat se trouve éliminé. Le problème de l'UMP est qu'elle se bat sur deux fronts. Contre la gauche au pouvoir: c'est la priorité immédiate de ses électeurs. Mais elle se bat aussi contre le FN qui veut la détruire. Cela oblige à des choix stratégiques. Il en est un qui n'a pas été assez remarqué et qui est pourtant considérable: ses trois présidentiables viennent de prendre position pour faire barrage si nécessaire au Front national lors de la présidentielle. Alain Juppé aurait déjà voté socialiste dans le Doubs. François Fillon dans l'émission «C politique» dimanche dernier a corrigé ses propos antérieurs en précisant qu'à la présidentielle, il voterait au deuxième tour socialiste contre Marine Le Pen. Nicolas Sarkozy, enfin, a dit que l'arrivée du FN au pouvoir n'était plus une hypothèse mais une possibilité et ajouté devant ses députés: «Je ne laisserai pas le FN arriver au pouvoir.»

Nous sommes donc dans un choix à deux niveaux. Le «ni-ni», position de l'immense majorité du mouvement, vaut pour les partielles et les élections locales. L'unité républicaine, c'est-à-dire le barrage au Front national, vaudrait pour l'élection présidentielle. Les hésitations apparentes de Nicolas Sarkozy résidaient sans doute dans ce décalage bien délicat à expliquer. S'il doit affronter Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, ses propos, à confirmer, lui donneront le label du «candidat républicain», nécessaire pour l'emporter largement.

Sommes-nous dans un système tripartite?

C'est une évidence. Dans notre histoire, le tripartisme renvoie à la période de la Libération. Il y avait alors trois forces de taille à peu près égales, gouvernant les trois ensembles puis à deux contre un. Aujourd'hui, la situation est bien différente. Les trois forçassent inéquitables parce que le PS est nettement distancé ; il a donc besoin de davantage d'unité à gauche pour rééquilibrer ce tripartisme. Quant à l'UMP, elle ne peut pas faire l'économie d'une entente avec le centre.

Pourquoi?

Un exemple: aux européennes, le FN est arrivé en tête dans 71 des 96 départements métropolitains. Mais si l'on additionne le score des listes UMP avec celui des listes UDI-MoDem, le FN n'est plus en tête que dans 26 départements. Alain Juppé voit vers le centre et le centre gauche un grand espace libéré par l'échec de la gauche au pouvoir, trois millions d'électeurs environ. Pour surclasser le FN et disposer d'une assise électorale suffisante pour engager des réformes, il veut prendre appui sur cet électorat plutôt urbain et diplômé. Une sorte de Terra Nova à la sauce bordelaise...Au surplus, Juppé pense que la primaire se gagnera pour l'essentiel en dehors du parti voire en prenant ses distances avec lui (d'où son étonnant «Sifflez-moi! Allez-y!»).

Pour sa part, Nicolas Sarkozy pense que pour combattre le FN, il faut aller sur ces thèmes. Son discours au conseil national de l'UMP était une ode à la France conservatrice: ordre, acines chrétiennes, propriété, nation, autorité, en un mot l'identité. Il va chercher à s'appuyer sur la démocratie militante pour mettre en place un programme bien à droite, de nature à peser sur la primaire et le corps électoral qui y participera. Le risque pour Sarkozy est de reconstruire une UMP rabougrie. Le risque pour Juppé est de s'éloigner par trop du cœur de l'électorat de la droite et de finir par échouer à la primaire.